

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

GIPAFOC - IA INTELLIGENCE APPRENTIE (IA)
3, boulevard du bâtonnier Cholet – 44100 Nantes
<https://www.intelligence-apprentie.fr/>
SIRET : 424 175 461 00021– TVA n° FR79424175461

**Marché de prestations de restauration collective et autres
prestations pour le site de restauration collective de l'IA à Nantes**

N° marché : 2025 RTPN 4111

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU MARCHÉ	3
ARTICLE 2	PROCÉDURE DE PASSATION	3
ARTICLE 3	DURÉE DU MARCHÉ	3
ARTICLE 4	PIÈCES CONTRACTUELLES	3
ARTICLE 5	COORDINATION DU SUIVI CONTRACTUEL	4
5.1	Prise en compte par le titulaire de l'organisation	4
5.2	Revue de contrat du marché	4
ARTICLE 6	BONS DE COMMANDE	5
ARTICLE 7	RÉMUNÉRATION	6
7.1	Contenu des prix.....	6
7.2	Mois d'établissement des prix.....	6
7.3	Nature du prix et variation (actualisation comprise).....	6
7.4	Clause de sauvegarde	7
7.5	Application de la valeur à taxe ajoutée	7
ARTICLE 8	MODIFICATION DE MARCHÉ	7
ARTICLE 9	PÉNALITÉS	8
9.1	Pénalités de retard	8
9.2	Pénalités pour travail dissimulé.....	8
9.3	Autres pénalités spécifiques.....	9
ARTICLE 10	OBLIGATION DE DISCRÉTION	10
ARTICLE 11	RÉSILIATION	10
ARTICLE 12	ASSURANCE.....	10
ARTICLE 13	MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	10
13.1	Paiement.....	10
13.2	Echéance.....	10
ARTICLE 14	DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	11
14.1	Mise en Œuvre.....	11
14.2	Cession.....	11
14.3	Sous-traitance	11
ARTICLE 15	PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES	11
ARTICLE 16	CLAUSE ANTI-CORRUPTION	14
ARTICLE 17	DEROGATIONS AU CCAG-FCS	14

ARTICLE 1 OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet les prestations de restauration collective et autres prestations annexes pour le site de restauration collective du CFA Intelligence Apprentie (IA) situé au 3, boulevard du bâtonnier Cholet, 44100 Nantes.

Quelques éléments de contexte, pour information et non contractuels :

- 1039 apprentis CFA IA + 175 CFA Martello => 1200 apprentis sur site, soit 500 à 600 apprentis par jour du fait des alternances,
- Une centaine de collaborateurs CFA IA et une dizaine du CFA Martello
- Le site est ouvert toute l'année sauf une semaine à Noël mais il y a réellement 42 à 43 semaines d'exploitation (nous n'exigeons pas d'ouverture lorsque les apprentis ne sont pas là – le nombre de repas uniquement pour le personnel serait trop faible).

ARTICLE 2 PROCÉDURE DE PASSATION

La procédure retenue est celle de la procédure adaptée suivant les dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 du CCP.

Les prestations font l'objet d'un marché à bons de commande avec un maximum de **300 000 €** HT/an en application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du CCP.

ARTICLE 3 DURÉE DU MARCHÉ

Date estimative de début de marché : 22 décembre 2025 ou date de réception de notification du marché

Durée du marché : 1 an renouvelable 3 fois par tacite reconduction par période d'un an, avec possibilité de résiliation à tout moment après un préavis de 4 mois.

En cas de non-reconduction du marché, l'IA le notifiera au titulaire 2 mois avant la date anniversaire du marché. Dépassé ce délai et / ou en cas d'absence de non-reconduction, le marché est automatiquement reconduit pour une période supplémentaire, jusqu'au terme maximum du marché.

ARTICLE 4 PIÈCES CONTRACTUELLES

Le marché est soumis aux règles du code de la commande publique.

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après par ordre de priorité décroissante. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement (AE)

- Les bordereaux de prix unitaires (BPU),
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et annexes,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services (CCAG-FCS) du 30 mars 2021. Cette pièce, non-jointe au dossier, est réputée connue du fournisseur,
- Les actes spéciaux type avenants, postérieurs à la notification du marché
- Le fichier, éventuel, de question réponse échangé sur PLACE
- Offre technique et financière du titulaire.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché.

Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures et celles énoncées dans les documents commerciaux.

ARTICLE 5 COORDINATION DU SUIVI CONTRACTUEL

5.1 Prise en compte par le titulaire de l'organisation

Principe général :

Le présent marché est contracté par IA. IA met en place une structure de coordination permettant de faciliter la relation entre le titulaire et IA. Le titulaire doit prendre en compte cette structure de coordination, qui s'appuie sur l'interlocuteur suivant :

- Coordonnateur IA

Le coordonnateur est notamment chargé des missions suivantes :

- Piloter la relation avec le titulaire du marché
- Assurer un suivi consolidé de la qualité du service rendu
- Assurer un support en cas de difficulté technique ou contractuelle dans la mise en œuvre du marché

Responsable de compte du titulaire

Le titulaire désignera un responsable de compte. Il sera l'interlocuteur privilégié du coordonnateur. Il est le garant au niveau de la qualité des prestations fournies dans le cadre du marché.

5.2 Revue de contrat du marché

Dans le cadre de l'exécution du contrat il est prévu une réunion de lancement du contrat qui se déroulera au plus tard dans les 15 jours suivants la notification de ce dernier. Elle aura notamment pour objectif de rappeler les engagements contractuels et de présenter les différents intervenants.

Cf article 16.2 du CCTP.

Par ailleurs, afin de suivre le bon déroulement du marché, et avec une fréquence annuelle (à chaque date anniversaire du contrat au plus tard), une revue de contrat sera instaurée avec le titulaire, et réunissant :

- Le titulaire, représenté notamment par son responsable de compte
- Le coordonnateur (IA)

Le coordonnateur pourra se faire accompagner d'experts.

Ce comité de pilotage traitera au minimum des points suivants :

- Revue de la Qualité de Service
- Les prix, le CA généré par le marché, la facturation
- L'examen des difficultés et problèmes rencontrés lors de l'exécution du marché
- Les perspectives d'évolutions des services du titulaire
- Les éléments factuels apportés dans la grille RSE, lors du dépôt de l'offre.

La revue de contrat est à l'initiative du titulaire.

Le compte-rendu de la revue annuelle de contrat est à la charge du titulaire, qui doit le remettre aux participants 5 jours ouvrés après la tenue de la réunion.

ARTICLE 6 BONS DE COMMANDE

Les prestations font l'objet d'un marché à bons de commande sans minimum et avec un maximum de 300 000 € HT/an passé en application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code la commande publique. Les bons de commande seront établis au fur et à mesure des besoins.

L'achat de prestations dans le cadre du présent marché sera lancé par l'émission d'un bon de commande, au vu de l'offre établie par le titulaire.

L'émission de ces bons de commande ne peut intervenir que pendant la durée de validité du marché.

Les bons de commande seront adressés au titulaire, par courriel dont l'adresse sera indiquée dans le mémoire du titulaire.

Les bons de commande comportent au minimum les mentions suivantes :

- le numéro du marché,
- la date d'émission et le n° du bon de commande,
- la nature des prestations commandées,
- le lieu de livraison,
- les références tarifaires
- les montants HT, TTC et le taux de TVA appliqué,
- l'adresse de facturation.

ARTICLE 7 RÉMUNÉRATION

7.1 Contenu des prix

Le marché est réputé comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de la prestation y compris, le port, les frais généraux, frais d'assurance, frais de livraison et de déplacements, le service, impôts, taxes et redevances de toute nature, et, d'une manière générale, selon les règles d'usage de la profession et / ou les règles de l'art.

Le titulaire aura l'agrément de la Commission Nationale des Titres Restaurant (CNTR), les frais de gestion ne doivent pas être intégrés dans le calcul des coûts fixes et restent à sa charge.

Les prix du contrat comprennent :

- Les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat, notamment les frais de personnel ;
- Les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- Les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- Les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Ces prix tiennent compte notamment de toutes les charges et de tous les aléas pouvant résulter de l'exécution du marché y compris celles qui n'ont pas été explicitement décrits mais qui sont néanmoins nécessaires pour l'exécution de la prestation.

La facturation devra mentionner notre numéro de marché.

7.2 Mois d'établissement des prix

Le mois d'établissement du prix initial est le mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » ou « M0 ».

7.3 Nature du prix et variation (actualisation comprise)

Les prix sont fermes pendant un an et seront révisés ensuite à la date anniversaire du renouvellement du marché.

Le prix ajusté est déterminé par le rapport entre l'index de la période en cours et l'index de référence, selon la formule suivante :

Prix révisé = (index RC période en cours/Index RC de référence) * Prix de référence

Avec index RC = Index du secteur de la restauration collective (restauration sur place)

Les prix indiqués au bordereau des prix sont assortis d'une clause d'ajustement dans les conditions de l'article R.2112-13 du code de la commande publique.

Toute demande de mise à jour des prix devra être accompagnée des pièces justificatives ayant servi au calcul du nouveau prix.

Le titulaire du marché s'engage à faire parvenir à IA, par courriel, son nouveau tarif (ou barème) avec un préavis de 2 mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement. Passé ce délai et en absence de réception de ce courriel, toute demande de révision sera refusée.

Tout ajustement de tarif, accepté par IA, ne nécessite ni la signature d'un avenant, ni la signature d'une annexe.

Toutefois, le prix révisé en application de cette formule ne s'appliquera qu'après accord explicite des parties.

Le changement tarifaire ne s'accompagne pas d'une diminution de la qualité de service offert par le titulaire.

7.4 Clause de sauvegarde

IA se réserve le droit de résilier, de plein droit et sans indemnité, sous préavis de 2 mois, le présent marché après la date du changement de tarif dès lors que l'évolution moyenne de l'ensemble de prix pratiqués au titre du marché entraînera une augmentation de plus de 3% annuel par rapport aux tarifs précédemment proposés par le titulaire.

La variation à la baisse n'est pas limitée.

7.5 Application de la valeur à taxe ajoutée

Les montants des comptes sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

ARTICLE 8 MODIFICATION DE MARCHÉ

Toute modification survenant pendant l'exécution du présent marché ne sera effective qu'après la signature d'un document de modification de marché entre les parties.

Des prestations complémentaires, supplémentaires ou similaires pourront être demandées au titulaire du marché dans les conditions suivantes :

- Par voie de prestations complémentaires :

Par application des dispositions des articles R2194-1 à R2194-9 du Code de la commande publique, IA se réserve la possibilité de conclure ultérieurement une ou plusieurs modifications de marché avec le titulaire du présent marché pour des prestations n'y figurant pas, non prévues au départ ou devenues nécessaires, à la suite de circonstances imprévues, à la réalisation du présent marché. Le montant cumulé des prestations complémentaires ne doit pas dépasser 50 % du marché initial.

- Par voie de prestations similaires :

Par application des dispositions de l'article Article R2122-7 du Code de la commande publique, IA se réserve la possibilité de conclure ultérieurement des marchés négociés sans publicité préalable ni mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du présent marché.

La durée pendant laquelle les nouveaux marchés pourront être conclus ne pourra dépasser trois (3) ans à compter de la notification du présent marché.

- Par voie de la clause de réexamen :

Par application des dispositions de l'article R2194-1 du Code de la commande publique, IA se réserve la possibilité conclure ultérieurement une ou plusieurs modifications de l'accord-cadre avec le titulaire du présent marché pour des prestations faisant l'objet de bon de commande prévus dans le marché initial.

Ces modifications interviennent lorsque, dans le cadre du présent marché, le ou les montants maximums fixés initialement ont été atteints en raison de circonstances imprévues, d'une augmentation de la demande, ou dans le cadre de prestations qui n'étaient pas prévues initialement.

Ces modifications prendront la forme d'un avenant soumis à l'accord préalable du titulaire fixant les modalités de la mise en œuvre, des nouveaux montants des montants maximums des bons de commande. La clause de réexamen n'a pas pour effet de remettre en concurrence les opérateurs économiques au présent marché ou de modifier les règles de publicité initiales.

ARTICLE 9 PÉNALITÉS

9.1 Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison, indiqué à chaque bon de commande, est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par heure de retard, une pénalité fixée 150,00 €.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

9.2 Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, IA applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

9.3 Autres pénalités spécifiques

Les pénalités sont hiérarchisées en 3 niveaux, en fonction de l'importance de la défaillance du titulaire.

- **NIVEAU 1 :**

- Non communication des menus : forfait de 100 € ;
- Menu non affiché à l'entrée des restaurants : forfait de 100 € ;

- **NIVEAU 2 :**

- Non-respect de la structure du repas, choix de proposition et de l'horaire maximum à 100% des plats proposés : forfait de 500 € ;
- Non-respect des grammages : forfait de 150 € par infraction constatée ;
- Sur les produits durables dont bio, produits locaux, et laitiers et viandes locaux minimums à introduire : si les exigences se relèvent non respectées, à partir du bilan annuel fourni par le titulaire ou à partir de 3 irrégularités constatées par contrôles – et que cela ne fait pas l'objet d'explication ou d'explications non satisfaisantes – il sera appliqué une pénalité de 10% du prix TTC du repas, retenu par repas concernés sur la période étudiée ;
- Locaux non entretenus : forfait de 500 € ;
- Non-respect des spécifications qualitatives précisées au CCTP : 500 € par infraction constatée ;
- Non-communication des données de facturation par convive (sous 7 jours à compter de la date de demande qui sera a minima sur un rythme trimestriel) : 200€ par jour de retard ;
- Non communication des données EGALIM : 100€ par jour de retard à compter de la date de la demande.

- **NIVEAU 3 :**

- Contrôle bactériologique non conforme : 1 000 € ;
- Utilisation de produits interdits au sens du CCTP : 500 € par infraction constatée ;
- Non-respect de la réglementation pouvant s'appliquer au titulaire dans l'exercice d'une activité de restauration collective : 1 000 €.

Les pénalités seront décomptées par IA sur la facture du mois suivant celui de leur constatation et donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal énonçant les manquements, envoyé au titulaire.

Le titulaire pourra faire valoir auprès de l'IA ses observations et contestations éventuelles, en les accompagnant des justificatifs appropriés. Au vu des justifications, IA pourra décider de réduire ou de ne pas appliquer ces pénalités.

En cas de récidives, durant la durée totale d'exécution du marché, IA pourra prononcer la résiliation du marché :

- En cas de 3 infractions de niveau 2 ; OU
- En cas de 2 infractions de niveau 3.

ARTICLE 10 OBLIGATION DE DISCRÉTION

Le titulaire, qui à l'occasion du présent marché reçoit communication de renseignements ou documents, est tenu de maintenir confidentielle cette communication.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuelles encourues, IA peut procéder à la résiliation du marché aux torts du titulaire.

ARTICLE 11 RÉSILIATION

Il est fait application des dispositions prévues dans le CCAG-FCS

ARTICLE 12 ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'IA, des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Pour justifier de ces garanties, le titulaire doit fournir une attestation d'assurance d'une compagnie notoirement solvable, portant mention de la durée de validité et de l'étendue des garanties.

ARTICLE 13 MODALITÉS DE RÈGLEMENT

13.1 Paielement

Les factures seront adressées à la Direction Financière de l'IA, en un original et une copie, portant outre les mentions légales, le numéro de marché.

13.2 Echéance

Le règlement s'effectuera par virement bancaire à 30 jours fin de mois.

ARTICLE 14 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

14.1 Mise en Œuvre

Le titulaire s'engage :

- A exécuter les prestations du marché conformément aux dispositions des documents du marché et suivant le calendrier convenu entre les parties,
- A respecter les exigences spécifiées dans les documents du marché,
- A garantir la continuité de service du marché,
- A exécuter ses obligations avec tout le soin et la diligence nécessaires et à respecter les règles et méthodes de l'IA,
- A informer rapidement l'IA de toute difficulté empêchant la mise en œuvre du marché,
- A garantir, en cas d'indisponibilité, le remplacement des intervenants pressentis pour l'exécution du présent marché par une personne ayant un profil, une qualification et une expérience similaires.

14.2 Cession

Le marché est conclu en stricte considération de la personne du fournisseur. Par conséquent, il ne peut être cédé par le fournisseur à un tiers sans l'accord préalable de l'IA.

14.3 Sous-traitance

En cas de sous-traitance d'une partie des prestations du présent marché, le titulaire devra, au préalable, en informer, par tout moyen, l'IA aux fins d'agrément éventuel. En cas de sous-traitance, la facture présentée par le titulaire devra comprendre la quote-part du sous-traitant agréé.

Par ailleurs, le titulaire du marché doit faire connaître à l'IA le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

ARTICLE 15 PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Dérogation à l'article 5.2 du CCAG-FCS

I. Propos préliminaires

Le Titulaire a conclu avec l'IA (« IA ») le marché cité ci-dessus (« Marché »). Dans le cadre de l'exécution du présent Marché, le Titulaire et l'IA peuvent avoir accès à des Données à caractère personnel au sens du Règlement Européen du 27 avril 2016 relatif à la protection des données personnelles (« RGPD ») concernant les signataires et les personnes en charge du suivi opérationnel du Marché.

A ce titre, le Titulaire et l'IA sont responsables de Traitements et s'engagent à respecter le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD - Règlement (UE) 2016/679) en application depuis le 25 mai 2018, ainsi que le droit interne.

En particulier, le Titulaire s'engage à :

- Ne pas utiliser les Données à caractère personnel auxquelles il a accès à d'autres fins que celles spécifiées au présent Marché ;
- Ne pas divulguer les Données à caractère personnel à des Tiers non-autorisés ;
- Prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées à la sécurité des Données à caractère personnel utilisées dans le cadre du suivi opérationnel du Marché ; et notamment prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse de ces Données ;
- Prendre toutes précautions conformes aux usages pour préserver la sécurité matérielle des Données à caractère personnel ;
- Le cas échéant, s'assurer que seuls des moyens de communication sécurisés seront utilisés pour transférer les Données à caractère personnel.

II. Définitions

Contrat(s) : il s'agit des documents, conventions et annexes, signés par IA et le Titulaire dans le but d'assurer la bonne exécution du présent Marché.

DPO : Délégué à la protection des Données à caractère personnel

Données à caractère personnel : il s'agit de toutes les informations relatives à une personne physique identifiée ou identifiable (« Personne concernée ») au sens du RGPD. Une personne physique identifiable peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant comme un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne ou à un ou plusieurs facteurs spécifiques à l'identité physique, physiologique, génétique, mentale, économique, culturelle ou sociale de cette personne physique.

Etat Membre : il s'agit d'un pays membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen.

Lois sur la protection des données : il s'agit du Règlement Général sur la Protection des Données 2016/679 (RGPD) et de toutes les lois et réglementations applicables à la protection des Données à caractère personnel dans les Etats membres.

Marché : il s'agit de Contrat(s) de la commande publique conclu(s) à titre onéreux par l'IA, pour répondre à ses besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services, avec un ou plusieurs opérateurs économiques.

Personne concernée : il s'agit de la personne physique identifiée ou identifiable sur laquelle portent les Données à caractère personnel.

Point de contact : il s'agit d'une personne physique à laquelle il est possible de se référer afin d'obtenir des informations.

Responsable de traitement : il s'agit, au sens du RGPD, de la personne physique ou morale, de l'autorité publique, de l'agence ou de tout autre organisme déterminant, seul ou conjointement avec d'autres entités, les finalités et moyens du Traitement des Données à caractère personnel.

Tiers non-autorisé : il s'agit de tout autre tiers n'étant pas habilité par une loi ou le Responsable de traitement à accéder aux Données à caractère personnel.

Titulaire : il s'agit de l'opérateur économique, personne physique ou morale, qui conclut le Marché avec l'IA

Traitement : il s'agit, au sens du RGPD, de toute opération ou tout ensemble d'opérations réalisé(e) sur les Données à caractère personnel ou sur des ensembles de Données à caractère personnel comme la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, le stockage, l'adaptation ou la modification, la récupération, la consultation, l'utilisation, la divulgation par transmission, la dissémination ou la mise à disposition, l'alignement ou la combinaison, la restriction, l'effacement ou la destruction. Ce Traitement n'est pas nécessairement informatisé et peut être réalisé par le biais de fichiers papier.

III. Protection des données à caractère personnel dans le cadre du suivi opérationnel du Marché

Les données à caractère personnel concernant les signataires du Marché ainsi que les personnes en charge du suivi opérationnel font l'objet par l'IA d'un traitement destiné au suivi et à l'exécution du Marché.

La base légale est l'article 6.1.b) du RGPD « *le traitement est nécessaire à l'exécution d'un contrat* ».

En cas de transmission de ces données à des sous-traitants au sens RGPD, un contrat est établi précisant les obligations de chaque partie et reprenant les dispositions de l'article 28 du RGPD. Aucune décision automatisée ou profilage ne sont mis en œuvre dans le cadre de ce traitement. L'IA est susceptible d'inviter les personnes concernées par le traitement de données à ses événements, d'adresser ses informations, ses offres d'accompagnement et ses enquêtes. Conformément à la loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978 modifiée et au RGPD, les personnes concernées peuvent accéder aux données à caractère personnel les concernant, les faire rectifier ou effacer après le délai de prescription de la fin du Marché. Elles disposent également du droit de limitation, de portabilité, et le cas échéant, d'opposition du traitement de leurs données.

Pour exercer leurs droits dans le cadre de l'exécution du présent Marché, les personnes concernées peuvent formuler une réclamation auprès du Point de contact en charge du Marché, tel qu'identifié sur la [plateforme appel d'offre de la CCI](#), en précisant en objet de mail : "RGPD – REFERENCE DU MARCHE ", qui se mettra en relation avec l'IA. Les personnes concernées devront s'assurer de la réception de leur demande par le Point de contact par tous moyens.

Dans l'éventualité où les personnes concernées n'auraient reçu aucune réponse ou une réponse partielle par le Point de contact, elles devront contacter l'IA à l'adresse postale suivante : IA GIPAFOC, 3 boulevard du bâtonnier Cholet 44100 Nantes, en précisant les références du Marché.

Si les personnes concernées estiment, après avoir contacté l'IA, que leurs droits sur leurs données personnelles ne sont pas respectés, elles peuvent adresser une réclamation à la CNIL (3 Place de Fontenoy – TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07) – www.cnil.fr.

Le Titulaire s'engage à informer les personnes concernées du traitement de leurs données et de leurs droits dans le cadre de la gestion du marché.

ARTICLE 16 CLAUSE ANTI-CORRUPTION

L'IA est engagée dans la lutte contre les atteintes à la probité et porte une attention particulière à ce que les prestataires avec lesquels elle contracte partagent les valeurs et principes d'intégrité de l'IA. Lesdits prestataires doivent également s'engager à lutter contre toute forme d'atteinte à la probité caractérisée par tout comportement susceptible d'être qualifié de corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêt, concussion, favoritisme, détournement de fonds publics.

En qualité de candidat au cours de la consultation, comme au cours de l'exécution du marché en qualité de titulaire, les agissements de l'opérateur économique ne doivent pas donner lieu à des comportements ou faits contraires à la réglementation en vigueur. Le titulaire, ses filiales, et, ses représentants, mandataires sociaux, dirigeants et salariés respectifs déclarent ne pas être visés dans une procédure pour l'un des faits précités.

A cet effet, le titulaire conduit ses activités conformément aux principes d'éthique et d'équité et s'engage à mettre en œuvre, au regard, de la taille et de la structure de son entreprise, l'ensemble des mesures nécessaires destinées à détecter et prévenir les risques de corruption, tant au sein de son organisation, qu'à l'égard de ses sous-traitants.

Le titulaire s'engage à respecter la loi n°2016-1691 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique (dite loi Sapin II).

Le titulaire déclare qu'il a pris toutes les mesures nécessaires (procédures, codes de conduite par exemple) afin de prévenir toute violation de ces lois et réglementations relatives à la lutte contre les atteintes à la probité.

En outre, le titulaire prend également toute mesure nécessaire pour prévenir et détecter toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du présent marché.

Le titulaire prend pour lui-même et vis-à-vis de ses personnels toute mesure utile pour éviter que des situations de conflit entre les missions confiées au titre du marché et d'autres intérêts influencent ou soient susceptibles d'influencer indûment la façon dont sont effectuées lesdites missions, ou ne soit consenti ou recherché un avantage illégal quelconque, financier ou en nature, né de l'attribution et/ou de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à informer immédiatement l'IA de toute mise en examen ou mesure équivalente, ainsi que de toute condamnation - en première et, le cas échéant, dernière instance - prononcée à son encontre ou à l'encontre d'une personne agissant pour leur compte sur la base d'un délit constituant une atteinte à la probité.

ARTICLE 17 DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Application des dispositions du CCAG-FCS sauf clause contradictoire intégrée dans le présent document.

Articles CCAP	Articles CCAG-FCS
9	14.1 Pénalités
15	5.2 RGPD